

LA MISE EN SCENE POLITIQUE DU NEGATIONNISME NUCLEAIRE

« Pour dire les choses très franchement, sur cette terre tout le monde, sans exception, tente d'effacer complètement de sa mémoire Hiroshima et l'absolue tragédie qui s'est produite en ce lieu ».

« Signalons qu'au moment où le jeune homme leucémique mourait à Hiroshima [... en 1964], une cérémonie de remise de décoration se déroulait à Tôkyô : le grand cordon de l'ordre du Soleil Levant a été attribué au général Curtis E. Lemay, chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, qui, à ce titre, a participé directement à la mise en place des opérations de largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ». Kenzaburô Oé, Notes de Hiroshima, 1965, trad. en 1996 ! Gallimard, pp 158, 101, 238.

La singulière aventure du journaliste Wilfred Burchett à Hiroshima

« Le 2 septembre 1945 au matin, ils sont plus de six cents à assister à [la signature de la reddition japonaise à bord du cuirassé *Missouri*], en rade de Tokyo, quand Wilfred Burchett [journaliste australien], seul, non accrédité par les autorités d'occupation, monte dans un train qui doit l'emmener jusqu'à Hiroshima qui n'est pas encore sous contrôle militaire états-unien. " *Les huit premières heures comptèrent parmi les plus hasardeuses de mon expédition. Le train était plein à craquer d'officiers et de soldats fraîchement démobilisés. Des officiers portaient encore leur long sabre [...], et il me semblait qu'ils avaient une furieuse envie de passer aux actes* ". Après vingt heures de voyage, il saute du train, en pleine nuit, dans ce qui reste de la gare d'Hiroshima. Immédiatement arrêté par la police japonaise, il ne découvre la cité qu'au petit matin. Il est le premier journaliste occidental à contempler ce champ de ruines, mais surtout à visiter les hôpitaux où des gens meurent d'une façon inconnue : " *A Hiroshima, trente jours après la première bombe atomique qui détruisit la ville et fit trembler le monde, des gens, qui n'avaient pas été atteints pendant le cataclysme, sont encore aujourd'hui en train de mourir, mystérieusement, horriblement, d'un mal inconnu pour lequel je n'ai pas d'autre nom que celui de peste atomique [...]. Sans raison apparente, leur santé vacille. Ils perdent l'appétit. Leurs cheveux tombent. Des taches bleuâtres apparaissent sur leur corps. Et puis ils se mettent à saigner, des oreilles, du nez, de la bouche* ". Ce long article que Wilfred Burchett tape assis sur des gravats, en maltraitant sa vieille machine Baby Hermes, est transmis en morse jusqu'à Tokyo. Publié le 5 septembre à la une du *Daily Express* et diffusé gratuitement aux autres journaux, il fera le tour du monde. Car personne n'a encore parlé des ravages des radiations. Pour l'opinion mondiale, les deux bombes lancées par les États-Unis sont simplement des engins de guerre plus puissants que les autres : *qu'elles aient contenu de quoi continuer à tuer longtemps après la fin de la guerre est impensable*. L'état-major états-unien, qui ne pouvait imaginer qu'un correspondant non accrédité se rende aussi vite sur place, accuse le coup ».

« Un autre journaliste George Weller, du *Chicago Daily News*, a également contourné les restrictions officielles de l'époque et atteint Nagasaki, le 6 Septembre. L'article de 25 000 mots [65 pages] qu'il a écrit sur la base d'entretiens avec des témoins et du personnel médical était beaucoup plus détaillé que celui de Burchett. Mais en tant que membre discipliné du corps de presse, il l'a envoyé au siège de MacArthur pour le dédouanement et le transport. MacArthur a détruit le tout ». [Cité par W. Burchett dans *At the Barricades*, London, Quartet Books, 1980, p.116].

« L'article de Burchett soulève une tempête. Les responsables états-uniens sont en colère parce qu'il y écrit que le rayonnement résiduel est toujours dangereux et qu'un mois après le bombardement, les gens continuent de mourir de maladies radiologiques, ce qu'il a appelé *la peste atomique*. Le jour même de la parution de l'article de Burchett sur les effets des radiations, de sévères restrictions sont appliquées aux journalistes alliés et japonais : alors que les troupes US sont prêtes à entrer dans Tokyo, le Quartier Général de MacArthur interdit la ville aux journalistes alliés. Hiroshima et Nagasaki sont placées en zone interdite ». [New York Times, 5 September 1945, cité in W Burchett *Shadows of Hiroshima* (1983), p. 23].

« De retour d'Hiroshima dans la matinée du 7 septembre, Burchett sort du train à Tokyo pour découvrir que les hauts responsables militaires états-uniens ont convoqué une conférence de presse à l'Hôtel Impérial afin de réfuter son article. Il y arrive juste à temps pour entendre le brigadier-général Thomas Farrell, Directeur adjoint du projet Manhattan, expliquer que la bombe a explosé à une hauteur suffisante afin d'éviter tout risque de *rayonnement résiduel*. Quelques jours plus tard, Burchett est admis à faire des analyses médicales dans un hôpital [...] ; lorsqu'il en ressort, son appareil photo contenant des clichés uniques sur Hiroshima et ses victimes a disparu. Puis, MacArthur lui retire son accréditation de presse et annonce son intention de l'expulser [...]. Quelques jours plus tard, les déclarations de Farrell et de son chef, le major-général Leslie Groves, parues dans le *New York Times*, décrivent " les allégations de Burchett " comme une propagande japonaise, niant catégoriquement les effets des radiations résiduelles et des contaminations.

Quatre jours seulement après l'article de Burchett, à Alamogordo, sur l'emplacement du premier essai atomique appelé *Trinity*, c'est-à-dire sur le *ground zero* [l'expression vient de là], Groves, chef du projet Manhattan, en compagnie d'Oppenheimer, invite trente journalistes dont William L. Laurence, "chroniqueur scientifique" au New York Times, qui avait été recruté au Pentagone en mars 1945 comme chef des relations publiques par le même Groves. Laurence fut témoin de l'essai du 16 juillet précédent et du bombardement de Nagasaki. C'est lui qui a écrit la plupart des déclarations officielles au sujet de la bombe, et qui a publié dans le New York Times une série de dix articles célébrant le triomphe de la science états-unienne tout en minimisant les dangers des rayonnements. Le Times a titré sa série du 12 septembre, "*Le site de l'essai Trinity dément les mensonges de Tokyo : l'essai du Nouveau-Mexique confirme que c'est le souffle et non les rayonnements qui ont agi*". Laurence y écrit : "*Aucune radioactivité dans les ruines d'Hiroshima*". Et, afin de contrecarrer la version de Burchett : "*Les Japonais prétendent que des gens sont morts du fait des radiations. Si cela est vrai, ils ont été très peu nombreux. Et s'il y a eu des radiations, elles ont été émises pendant l'explosion et non après. Les Japonais poursuivent leur propagande pour créer l'impression que nous avons gagné la guerre de manière déloyale*". Laurence recevra le prix Pulitzer en 1946 : il a été parmi les premiers exemples de ce que nous appelons aujourd'hui le journalisme embarqué ».

Le 19 Septembre est publié le premier « Code civil des libertés » du Japon

Dans ce code, l'occupant états-unien ordonnait au gouvernement japonais d'édicter les consignes nécessaires pour empêcher la diffusion de nouvelles contraires à la vérité ou qui perturberaient la tranquillité publique. « Pendant les années qui ont suivi la catastrophe, même dans le principal organe de presse d'Hiroshima, le Chûgogu Shimbun, il n'existait pas de caractères d'imprimerie correspondant aux termes « bombardement atomique » et « radioactivité ». Des années de silence ont été imposées après le communiqué officiel diffusé à l'automne 1945 par la commission de l'armée américaine chargée d'enquêter sur les dommages des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki : « Tous ceux qui devaient mourir des suites de la radioactivité dégagée par l'explosion atomique sont déjà morts, et on ne constate plus d'influence physiologique des radiations résiduelles ».

« La censure préalable de la presse exercée par le Quartier Général visait à la réécriture des articles sans taches d'encre noire ou sans XXX, c'est à dire sans laisser d'indices de la censure. L'illusion de la liberté d'expression était essentielle pour atteindre une pleine efficacité. Aucune donnée scientifique ou médicale japonaise ne pouvait être publiée à propos des bombardements atomiques. Il a fallu attendre la fin de la période d'occupation en 1951 pour qu'apparaissent dans l'Asahi Shimbun les photographies des victimes du bombardement nucléaire, les Hibakushas, qui montraient les chéloïdes sur leurs corps. En raison de la censure, toute discussion publique sur les dommages de la bombe, et tous les rapports médicaux [japonais], disparurent, ralentissant considérablement la compréhension du public et la recherche sur les traitements. Le seul point de vue accepté sur les bombardements, c'était qu'ils avaient abrégé la guerre et devenaient ainsi des instruments de paix. [...] Ce n'est qu'en 1985] qu'il a été montré que les autorités d'occupation avaient saisi ou supprimé non seulement le film japonais sur Hiroshima et Nagasaki, mais aussi des images en couleurs, filmées par une unité militaire de cinéma ». [Greg Mitchell, *special report: Hiroshima Film Cover-Up Exposed*, Editor and Publisher, August 3, 2005].

Photogramme tiré du documentaire « Blessures atomiques » de Marc Petitjean, 14^{ème} minute. Où l'on constate qu'en trois mois, depuis janvier 1946, le First Lieutenant McGovern de l'aviation, « directeur » de ce film, a déjà utilisé 360 bobines ! Il doit y avoir quelque part aux Etats-Unis des montagnes de rush.



« Les articles japonais ou étrangers qui exaltaient la puissance de la bombe atomique étaient bienvenus, tout comme ceux qui créditaient la bombe du renouveau idéologique ou de la démilitarisation du pays. [...] Une circulaire avait incité les censeurs à encourager les œuvres qui présentaient la tragédie atomique comme une expiation des crimes de guerre nippons. *Nagasaki no kane* [*Les cloches de Nagasaki*, d'un auteur catholique, Nagai Tagashi] qui en faisait une grâce divine destinée à racheter les erreurs de la nation, fut donc chaudement accueilli. [C'est une rhétorique que l'on retrouvera dans la bouche du maire de Tokyo après la catastrophe de Fukushima...] Le monde doit à la censure d'avoir sous-estimé pendant des années les ravages de l'arme atomique... Assurément, les faits qui ont filtré eurent moins d'impact que s'ils avaient été multipliés par les voix et les regards de centaines de journalistes... On ne peut qu'approuver l'historien Seiji Imabori qui affirme qu'en bâillonnant les survivants, une occasion unique d'influer sur le destin du monde s'est perdue ».¹

Les japonais enquêtent très tôt à Hiroshima et à Nagasaki

Les longues recherches qui ont été à la source de ce paragraphe indiquent à quel point les investigations de toutes natures étaient nombreuses avant que les troupes d'occupation ne déclarent la ville interdite et ne réquisitionnent à leur profit tous les relevés, prélèvements et collections de données effectués sur place, dès le 6 août, par les équipes japonaises.

¹ Jay Rubin, « La bombe outil de paix » in Hiroshima 50 ans, Autrement, 1995, p. 94 et 96.

« En fait, les radiologues et les spécialistes japonais étaient arrivés à Hiroshima quelques jours après le bombardement : la première confirmation que l'arme d'Hiroshima était une bombe atomique a été fournie par le physicien nucléaire de premier plan, Yoshio Nishina, le 10 Août ».

On retiendra que dès le 6 août, la base navale de Kure et le Q G de la marine impériale envoient les premiers experts et qu'entre le six août et le 15 septembre, pas moins de dix-huit équipes japonaises (plus de deux mille personnes) ont commencé à étudier ce qui s'est produit à Hiroshima. Signalons également que le Pr Tsuzuki Masao et son équipe de l'université de Tokyo sont sur place le 30 août et que l'observatoire météorologique du District d'Hiroshima – Isao Kita – a compilé des documents précieux sur les pluies noires. Ce n'est que le 8 septembre que des premiers experts militaires états-uniens sont parvenus sur place via la base aérienne d'Iwakuni, et que Thomas Farrell, arrivé par celle d'Atsugi, a été guidé par Tsuzuki Masao et le Major Motohashi. Le 14, le conseil de recherche scientifique du ministère de l'Éducation décide la création d'un comité d'enquête spécial, composé de neuf groupes de travail (physique, chimie, géologie, médecine...), présidé par Haruo Hayashi. Le seul groupe médical dirigé par Tsuzuki comprenait 33 membres, 150 chercheurs et 1 500 assistants. Cent-trente-quatre rapports ont été rédigés et non publiés.

Les experts militaires états-uniens débarquent avec trois objectifs

Trois équipes militaires concurrentes avaient été créées par la marine, l'armée de terre et le Manhattan project pour examiner les ruines d'Hiroshima et Nagasaki. Ces équipes indépendantes tirant à hue et à dia, Mac Arthur décide de les réunir sous la dénomination de *joint commission*, laquelle, en s'adjoignant des chercheurs japonais, portera le nom de *commission mixte dirigée* par Ashley Scotty Oughterson ; ses premiers membres arrivent sur les lieux des bombardements courant octobre. Une des tâches prioritaires fut d'établir un tableau clinique des nombreuses et sévères atteintes liées aux irradiations ; la recherche tournée vers d'éventuelles contaminations persistantes par contact, inhalation ou ingestion n'était pas au programme, puisque le bombardement n'avait officiellement aucune suite. Nous savons par divers témoignages que des mesures de radioactivité des sols ont été effectuées par des équipes militaires, mais tout comme la composition exacte des bombes, cela reste à ce jour un « secret-défense ».

Fondamentalement, il était de la toute première importance de démontrer que la bombe atomique était, certes d'une puissance inégalée, mais qu'elle n'induisait ni *peste* selon les mots de Burchett, ni effet toxique à long terme, ce que les traités internationaux, la morale et l'opinion publique mondiale auraient pu condamner. À Los Alamos, cette question avait déjà fait l'objet d'études circonstanciées dès octobre 1942 et les minutes des archives accessibles en ligne du « Target Committee » de Los Alamos témoignent encore de cette préoccupation.

Les données rassemblées par les japonais durant les premières semaines furent ardemment recherchées par les militaires états-uniens. En s'appuyant sur l'édit de censure, les films, photographies, poèmes, fictions, témoignages, enquêtes, rapports et autres documents ont été massivement saisis et pour la plupart envoyés à Washington. Plus déterminant, les occupants ont confisqué ou se sont attribué des contributions, des collections de données, les systèmes de collectes, les échantillons engendrés par le travail des équipes de recherche japonaises sur place depuis le 6 août.

Tsuzuki Masao, un chercheur important encore largement inconnu

Selon les occupants, les japonais n'étaient pas capables de mener des études sérieuses sur les conséquences radiologiques de la bombe ; il n'empêche qu'ils ont su très tôt reconnaître les mérites de quelques scientifiques « indigènes », dont Tsuzuki Masao, professeur à l'Université impériale de Tokyo, qui avait organisé à Hiroshima la distribution de plus de 145 000 *questionnaires* à visée épidémiologique. Tsuzuki est amené à rencontrer Oughterson dès le 21 septembre, puis il est requis pour proposer une liste de collaborateurs japonais en vue de former la *commission mixte*. Lors d'une réunion de celle-ci [le 12 octobre ?], Oughterson aurait déclaré que « *la guerre étant finie, la science étant apolitique et l'aide des japonais indispensable – non seulement à cause de la barrière de langue, mais parce que le Japon est connu pour ses chercheurs hautement qualifiés – jamais les fruits de leurs travaux ne leur seraient dérobés* » Un mois plus tard, au chalumeau, à la barre de fer, au treuil et à la dynamite, les militaires détruisaient le cyclotron japonais et démantelaient le premier laboratoire de recherche de physique et chimie du Japon (Riken), jetant les débris dans la baie de Tokyo.

Le Pr Tsuzuki est né dans la préfecture de Hyōgo en 1893 et a fait ses études à la faculté de médecine impériale de Tokyo, dont il occupera une chaire par la suite. Il a étudié la biologie à l'université de Pennsylvanie en 1925-1926, puis, à son retour, a débuté l'étude des effets biologiques des radiations sur les lapins. Le 3 septembre 1945, il initie, pour la première fois au monde, la tenue d'une conférence sur les conséquences de la bombe atomique. Le 10, il pose à Thomas Farrell, en public, une question gênante : « *Il a été dit que les suites de la bombe atomique resteront puissantes durant 75 ans... qu'en pensez-vous ?* ». Puis le journal Chugoku Shimbun publie, du 11 au 13 septembre une série de trois articles intitulée « Anatomie de la bombe atomique », incluant des entretiens avec Masao Tsuzuki. Celui-ci parle très tôt des inhalations de particules radioactives, assimilées à l'époque, à un gaz ou à des toxines. Par la suite, il écrit des articles dénonçant la malhonnêteté des scientifiques états-uniens et anglais qui ont publié sous leurs noms et à leur *sauve* certains travaux de leurs collègues japonais, lesquels auraient réalisé les plus nombreuses expertises jamais effectuées sur les effets biologiques des radiations. En octobre 1946, le comité militaire des occupants, arguant du fait qu'il a été chirurgien dans l'armée japonaise durant six années après ses études, décide de le « purger », c'est-à-dire qu'il est officiellement mis à l'écart de tous les comités de recherche sur les effets de la bombe puis exclu de l'université impériale de Tokyo en janvier 1947.

Tsuzuki Masao et l'essai Castle Bravo

Au début de 1954, en tant que directeur du nouvel institut des sciences radiologiques, il publiait un rapport indiquant que les retombées radioactives entraînent des maladies ; c'est alors que survint, le 1^{er} mars, l'irradiation des pêcheurs japonais du *Lucky Dragon*

à la suite de l'explosion de la bombe H *Castle Bravo* dans les îles Marshall (15 Mt, mille Hiroshimas), le plus puissant essai nucléaire états-unien jamais réalisé.

L'ampleur imprévue des dégâts fut dissimulée par les autorités états-uniennes jusqu'au 14 mars, date à laquelle le chalutier japonais rentra au port avec la plupart de son équipage malade. Son opérateur radio Aikichi Kuboyama allait mourir le 23 Septembre suivant, des suites d'une irradiation aiguë et malgré les soins du P^r Tsuzuki Masao. D'autres décès allaient suivre. Alors qu'ils se trouvaient en dehors de la zone initialement interdite, les marins avaient ramassé sur le petit navire une poussière grisâtre, qu'ils avaient vite surnommée « cendre de la mort ». Moins de dix ans après Hiroshima-Nagasaki, tout cela rappelait de mauvais souvenirs ; une pétition demandant l'abolition des armes nucléaires fut signée par près de trente millions de japonais...

Les Etats-Unis accordèrent royalement à la veuve d'Aikichi Kuboyama un chèque d'un million de yens (2 800 dollars) et en janvier 1955, offraient au gouvernement japonais 2 millions de dollars de compensation pour les dégâts causés par *Castle Bravo*. Cet essai avait entraîné la contamination de l'atoll de Rangelop pourtant éloigné de 180 km et dont les habitants avaient dû être évacués 3 jours après l'explosion et pendant trois ans ; 300 d'entre eux seront finalement transférés à Majetto en 1985, une île de l'atoll de Kwajalein, par le *Rainbow Warrior* de Greenpeace, qui fut coulé quelques mois plus tard par la DGSE, sous le gouvernement Fabius, parce qu'il s'opposait aux explosions atomiques françaises du Pacifique. L'historien Alex Wellerstein a écrit à son propos que « *Castle Bravo est un récit édifiant sur l'orgueil et l'incompétence des scientifiques de l'ère nucléaire, déclenchant une arme d'une puissance qu'ils ignoraient, avec des effets qu'ils n'avaient pas prévus, et dont l'héritage ne sera pas oublié de si tôt* ». En fait, tous les explosions nucléaires effectuées à Eniwetok ont dépassé les puissances prévues pour atteindre parfois 200%. Le 1^{er} novembre 1952, la première explosion de bombe H « Ivy Mike », avait déjà entièrement vaporisé l'atoll d'Elugelab.

Tsuzuki Masao a joué un rôle majeur dans cette affaire, prenant en charge les irradiés à Tokyo. En 1955, il fonde *l'hôpital de la bombe A* qui fut ouvert l'année suivante à Hiroshima (et dont Kenzaburô Ôé parle longuement dans *Notes sur Hiroshima*). Le 17 août 1959, il déclare au Yomiuri Press n'avoir pas trouvé d'éditeur de langue anglaise pour son livre faisant une recension et une analyse des études médicales menées à Hiroshima... Tsuzuki Masao décédait en 1961 d'un cancer du poumon.

De l'invention de la bombe atomique à celle « des produits humains »

« Au début de l'automne 1945, le Dr Stafford Warren, médecin-chef du projet Manhattan, arrive au Japon, non pour porter secours aux victimes et partager ses connaissances avec ses homologues japonais, mais pour étudier les effets du plutonium sur les irradiés à l'ABCC. Les assistants de Warren saisissent des dossiers médicaux et des échantillons japonais, filment l'évolution des symptômes sur les corps irradiés, la gravité des brûlures, enquêtent sur chaque rescapé. Toutes les informations, soigneusement rassemblées, sont transmises directement aux Etats-Unis et classées secret-défense. Le docteur Hida témoigne : " *Le directeur de l'hôpital nous communiqua un ordre du ministère de la santé japonais, que nous devons tous respecter, patients aussi bien qu'employés : les dommages provoqués par les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki sont un secret militaire américain. Personne ne doit communiquer ce qu'il a vu, entendu, ou ce qu'il sait sur la réalité de ces dommages, ni par la parole, ni par l'écrit, ni par le dessin, ni par la photo. Les contrevenants seront punis* ".

De retour aux États-Unis avec sa moisson de données, S. Warren reprend les tests commencés en avril : en effet, les scientifiques, les industriels, les médecins radiologues [du projet Manhattan] voulaient connaître la « dose limite » de la radioactivité dans le corps humain. " *Le jour de la première expérimentation sur le corps humain a eu lieu en avril 1945. Cela nous a permis de vérifier précisément les données de laboratoire* " déclare Louis Hempelmann. Des malades sont choisis dans différents hôpitaux. Chacun reçoit un numéro précédé des lettres HP (*Human Product*).

Délibérément, la décision a été prise de ne pas informer les patients de la nature du produit qui leur sera injecté, le plutonium. Des seringues spéciales, protégées par du plomb sont conçues pour injecter des doses de cinq microgrammes. Ces tests humains confirment ceux qui sont pratiqués sur les animaux : le plutonium, puissant cancérigène, est trente fois plus toxique que le radium. » À l'origine de ces tests, un contrat militaire du 15 octobre 1942 officiellement introduit par la suite dans le programme du Manhattan Project sous le numéro 48-A. Injection de plutonium, uranium, tritium, radium, polonium, strontium, iode radioactif, irradiations massives de l'ensemble du corps aux rayons X... de multiples expériences sont pratiquées sur des adultes civils et militaires états-uniens.



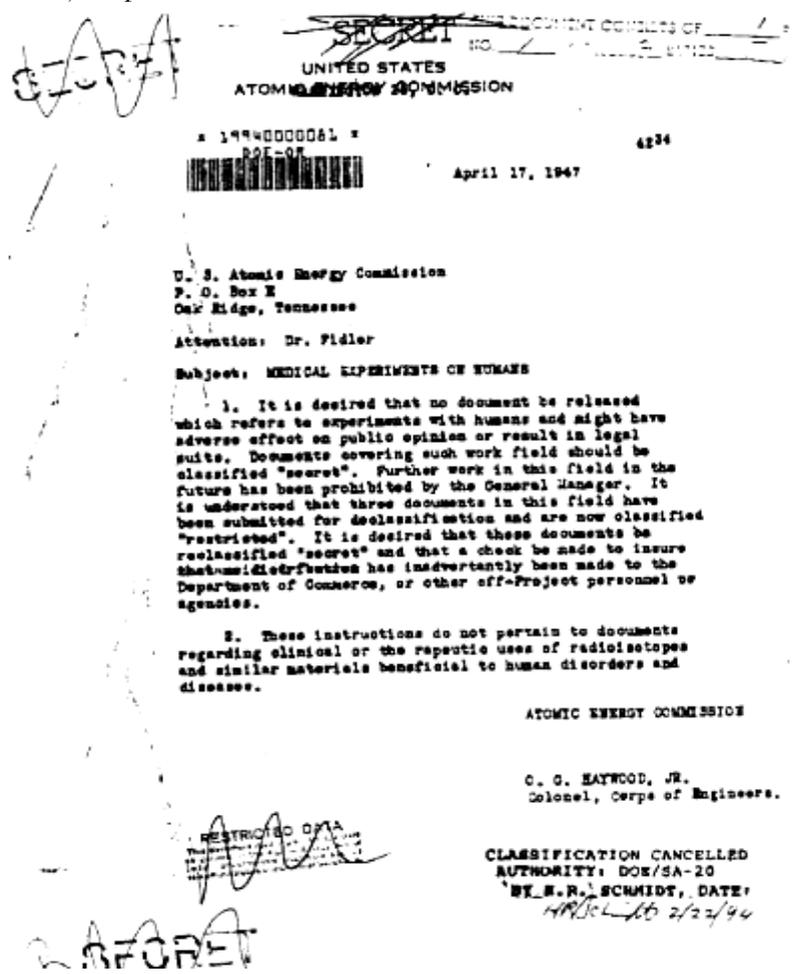
Puis la machine s'emballa. Les programmes vont s'étendre jusqu'à prendre pour cobayes des habitants des îles Marshall dans le Pacifique, des soldats, des vieillards dans la maison de retraite Laguna Honda et des enfants handicapés mentaux dans une institution spécialisée, la Fernald school dans le Massachusetts. "Il faut reconnaître que tout ceci est un peu dans le style de Buchenwald" écrit Joseph G. Hamilton, professeur à l'hôpital de San Francisco, le 28 novembre 1950. Depuis, en 1986, mais surtout en 1993, suite aux révélations de la journaliste Eileen Welsome (The Albuquerque tribune, 15 novembre 1993), des commissions d'enquête officielles ont révélé l'ampleur de ces expériences sur les humains.

Le projet Manhattan : des bombes, du base-ball et des cobayes

« Nous ne saurons peut-être jamais [le nombre des victimes]. Un rapport du département de l'énergie, publié en février 1995, l'établit à neuf mille, réparties sur 154 expériences. Un autre rapport du bureau général des finances du 28 septembre 1994 affirme : " Nous avons identifié des centaines de tests et d'expériences radiologiques, chimiques et biologiques au cours desquels des centaines de personnes ont été utilisées comme sujets d'expérience". Mais il reste difficile d'en savoir plus. " De nombreux rapports ont volontairement été omis des dossiers gouvernementaux ou enregistrés de manière édulcorée, de façon à ce que les faits réels n'apparaissent pas à quiconque les consulterait aujourd'hui ou même à l'époque " déclare Gordon Erspamer, avocat à San Francisco, qui enquête sur ce sujet depuis 1980.

Des officiels du département de l'énergie ont subtilisé les documents sensibles qui étaient à la Bancroft Library (université de Berkeley), notamment la fameuse lettre de J. G. Hamilton que G. Erspamer venait heureusement de photocopier ». Dans une note confidentielle du 17 avril 1947, l'Atomic Energy Commission, effrayée par les risques de scandale écrivait déjà : « Il est préférable qu'aucun document ne soit divulgué qui ferait référence aux expériences sur des êtres humains et pourrait avoir un effet négatif sur l'opinion publique ou déclencher des poursuites judiciaires. Les documents concernant ce domaine de travail doivent être classés documents secrets ».

« Le 8 octobre de la même année, un mémo adressé au comité de médecine et de biologie de l'AEC précisait : " Des sites ou activités spécifiques de la commission de l'AEC et/ou de ses contractants sont intimement liés à des affirmations ou à des informations qui pourraient provoquer ou encourager des revendications à l'encontre de l'AEC ou de ses contractants, les passages correspondants des articles à rendre publics doivent être réécrits ou supprimés ". De plus, de nombreux rapports ont été détruits, perdus ou simplement mal rangés dans les gigantesques dépôts des archives fédérales. Reste, comme l'enquêteur de l'armée de l'air E. Fitzgerald le soulignait, que le gouvernement fédéral peut presque toujours fournir les documents voulus lorsque cela sert ses intérêts ».



LE SECRET RECOUVRE ENCORE LES CENDRES DES BOMBARDEMENTS ATOMIQUES

« L'histoire de Burchett avec Hiroshima n'a pris fin qu'avec son dernier livre, *Shadows of Hiroshima*, achevé peu avant sa mort en 1983. Dans ce livre, non seulement Burchett est retourné à l'histoire de son article initial, mais il a montré l'ampleur de la dissimulation froidement planifiée et fabriquée qui s'est poursuivie pendant des décennies après 1945. Burchett sentait qu'il était devenu urgent de comprendre ce qui s'était réellement passé dans Hiroshima, près de quarante ans auparavant : *Basée sur ma propre expérience, il est de mon devoir d'ajouter cette contribution à notre connaissance et à notre conscience collectives. Avec mes excuses pour l'avoir si longtemps retardée* ». [W. Burchett, *Shadows of Hiroshima*, Verso, London, 1983, pp.8-9]

Grâce à une censure et à une désinformation méthodiquement organisées, la perception des événements a été canalisée de manière à obérer la compréhension des phénomènes qui ont atteint la planète et tous les êtres vivants. C'est pourquoi il est apparu important de creuser les sujets connexes qui pouvaient l'être. Le premier essai atomique du Nevada ou bien les multiples expériences sur les « Human Products » illustrent les méthodes encore utilisées un demi-siècle plus tard pour en cacher les conséquences et en disent long sur l'absence de scrupules qui régit la raison d'Etat nucléaire. Mais l'ampleur de la dissimulation concernant les suites des premiers bombardements atomiques est encore plus grande, plus complexe et plus délictueuse que Burchett ne l'avait pensé, ce que nous verrons dans les lignes qui suivent.

LA CREDIBILITE DES ENQUETES EPIDEMIOLOGIQUES FAITES A HIROSHIMA

La partie de l'ouvrage d'Alain Dubois intitulée « Quarante ans après », a été le point de départ d'une recherche sur un point fondamental, la crédibilité des enquêtes épidémiologiques faites à Hiroshima durant l'occupation militaire et les années suivantes, d'abord sous l'œil de la censure et de l'AEC, puis sous le couvert du village nucléaire international. L'auteur constate en effet une distorsion flagrante entre les études menées au Japon et celles menées à Tchernobyl concernant les conséquences mutagènes des radiations chroniques sur les descendants. Cette question ne peut être traitée en un livre et encore moins en un chapitre. Espérons que quelques chercheurs et doctorants auront le désir et le courage de s'atteler à cette tâche vitale qui consisterait à démontrer patiemment, pièce à pièce, ces petits arrangement avec la réalité, qui, par leurs conséquences, on le verra, ont contribué à empoisonner la planète et la vie sur terre, de tous les points de vue. Il s'agit là de ce que l'on peut nommer *un des piliers du négationnisme nucléaire* qui a été mis en place à l'échelle internationale dès 1945.

Après une explosion ou une catastrophe nucléaire, les organismes peuvent être irradiés, ou bien contaminés par des éléments radioactifs, soit directement par contact avec la peau et les blessures via les particules chaudes, les suies, les pluies noires etc., soit indirectement par l'inhalation ou l'ingestion d'eau ou d'aliments radioactifs. Trois sortes d'effets peuvent se combiner : Premièrement, les effets pathogènes et cancérogènes, c'est-à-dire les maladies entraînées par la destruction ou la multiplication de cellules somatiques (i.e. non germinales) mutantes. Deuxièmement, les effets tératogènes, c'est-à-dire les monstruosités généralement constatées à la naissance ou avant celle-ci, provoquées par la perturbation de la croissance ou par la perturbation de la différenciation cellulaire, voire tissulaire. Troisièmement, les effets mutagènes héréditaires qui consistent dans l'apparition de mutations dans les cellules germinales (ovules, spermatozoïdes...) qui ressortissent de quatre types : les mutations géniques ponctuelles, les mutations chromosomiques (chromosomes manquants ou surnuméraires), les mutations cytoplasmiques et les syndromes génétiques multifactoriels. Y compris dans le premier cas, évaluer les effets mutagènes des radiations s'avère complexe et dépend du gène affecté. Ce qui surprend, c'est que ces mutations sont bien transmises, mais ne sont pas pour autant observables : en effet, nombre d'entre-elles induisent la stérilité ou sont fatales durant le développement de l'embryon.

Après-guerre, étant donné que le microscope électronique n'a été d'un usage courant qu'à partir des années 1950 et que la structure de l'ADN ne fut connue qu'en 1953, une enquête épidémiologique était le plus sûr moyen de faire une hypothèse valable, s'agissant des effets des radionucléides sur les populations. D'ailleurs, soixante ans après, l'ECRR² conteste le fait que, pour décrire l'action des radiations, les modélisations mathématiques prennent le pas sur les études épidémiologiques des populations exposées, car les résultats de ces modèles, comparés par exemple aux cas réellement observés de leucémies infantiles à Windscale-Sellafield diffèrent d'un facteur cent dans le nombre des victimes. De même, des études menées après l'accident de Tchernobyl sur la leucémie infantile d'une part, et sur les mutations accrues de l'ADN d'autre part, mettent en lumière la sous-évaluation – d'un facteur cent à mille – des risques que ces modélisations mathématiques proposent. Parallèlement, les chercheurs se sont aperçu qu'après les explosions nucléaires atmosphériques, dans les territoires autour de Tchernobyl, parmi les travailleurs du nucléaire, à proximité des centrales ou au Kerala, une mutation létale dominante sur le chromosome X du père provoquait un excès de naissances des garçons par rapport aux filles (sex-ratio favorable aux garçons) : cela ne signifie pas seulement que des filles ne sont pas nées, mais que des enfants des deux sexes ne sont pas nés (mais majoritairement des filles). Ainsi, entre 1986 et aujourd'hui, le nombre d'enfants manquants serait de l'ordre d'un million en Europe après 1986, et d'un million neuf cent mille dans le monde depuis 1945³. D'où l'importance d'étudier – *dans la réalité* – le « sex-ratio », surtout au moment des faits.

Reprenons un point d'histoire abordé précédemment. Lorsque les membres de la « joint commission » reviennent aux Etats-Unis au début de l'année 1946, ils recommandent qu'une longue étude médicale des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki soit lancée par le National Research Council (NRC, émanation de la National Academy of Sciences) et plus spécialement par son comité sur les dommages atomiques (Committee on Atomic Casualties, CAC). Cette demande sera confirmée par l'Atomic Energy Commission (AEC) qui prendra en main tout le secteur nucléaire quelques mois après. Une réunion se tient en juin ; un groupe de cinq personnes, dont le lieutenant du corps médical de l'armée de terre James Van Gundia Neel, se rend au Japon en novembre 1946 et présente son rapport, trois mois plus tard, au début de l'année 1947.

C'est au même moment, sur recommandation du secrétaire de la marine James T. Forrestal, que le président des Etats-Unis approuvait la prorogation d'une étude sur le long terme, qui devait déboucher sur la création officielle par le NRC, en janvier 1947, de l'Atomic Bomb Casualty Commission (ABCC), une institution infâme qui fera beaucoup parler d'elle.⁴

Les généticiens qui vont s'engager dans la création de l'ABCC sont sous l'uniforme ou sont encore sous le coup de cette terrible guerre totale. Lorsque débute l'analyse des données collectées, en 1952, les responsables, Neel et Schull, sont à Ann Arbor, Michigan, à environ cinquante kilomètres à l'Est de Detroit, et vont diriger à distance, par lettre et par câble, le travail de Newton

² ECRR, European Committee on Risk Radiation : <http://www.euradcom.org/> Traduction : F. Dupont et P. Lannoye : CERI, *Etudes des effets sanitaires de l'exposition aux faibles doses de radiation ionisante à des fins de radioprotection*, Frison-Roche, 2004. J'en ai fait un résumé dans *La science, creuset de l'humanité*, L'Harmattan, 2012.

³ Cf. le site de l'ECRR ou F. Dupont et P. Lannoye, opus cité, p. 168.

⁴ La revue *Science* prêtera son précieux concours en publiant le second rapport de Neel au mois d'octobre 1947 : *un terrain de recherche in vivo exceptionnel*, comme cela fut avancé après les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima. Science: *Genetic Effects of the Atomic Bombs' in Hiroshima and Nagasaki*, 10 October 1947: Vol. 106 no. 2754 pp. 331-333.

Morton, généticien de la population, et Duncan Mc Donald, un biologiste canadien, qui sont tous deux établis au Japon. On peut facilement imaginer qu'en tant que jeunes scientifiques, ils vont être « tirillés » entre leur « désir de savoir » et le patriotisme exigé par les militaires ou les intérêts supérieurs de la nation. En voici une illustration : « *En juillet 1953, Mc Donald suggérait à Neel de minimiser volontairement les effets des radiations dans la première étude. Mc Donald pensait que le rapport ne pouvait pas "présenter de façon claire et compréhensible la signification complète... de nos recherches," et pourrait donc facilement être mal interprété (particulièrement dans la presse populaire). Il disait que Neel devrait, "quel qu'en soit le prix et aussi désagréable que cela soit, minimiser délibérément les indices des effets radioactifs". Le poids à la naissance devrait être "présenté comme le signe évident qu'aucune suite issue des radiations n'a été démontrée jusqu'ici". La mortalité devrait être diminuée de toutes les manières possibles. Et l'on ne devrait pas trop insister sur le sex-ratio mais plutôt mettre en avant les conséquences ou les complications de type somatiques en indiquant qu'un travail est en cours afin de déterminer si cela est réellement un effet [des radiations] ou bien plutôt une variation statistique aléatoire comme souvent il s'en produit dans toute mise en œuvre d'un échantillonnage* » (Duncan Mac Donald à James V. Neel, le 31 juillet 1953). No comment...

Dès les débuts de l'analyse, les chercheurs savaient que des effets génétiques héréditaires étaient plausibles ; ils le font d'ailleurs valoir dès les premiers mémos destinés à appuyer la création et le financement à long terme de l'ABCC, à l'été 1946, ce que l'on retrouve dans l'article publié par Science l'année suivante : « *Les effets génétiques potentiels de la bombe atomique étaient visibles pour tous les étudiants intéressés, à partir du jour où la première bombe a été larguée, mais certains s'y étaient intéressés bien avant* ». L'hypothèse du danger de transmission génétique héréditaire fut un argument scientifique fort qui a permis de décrocher des crédits à long terme, ce qui signifie que du côté militaire et politique, tout en renâclant à le reconnaître, « on » avait compris qu'il ne fallait pas laisser ce terrain d'étude aux japonais. Mais ce serait évidemment « une agréable surprise » que de voir ces dangers héréditaires réduits à néant par une « étude scientifique internationalement validée ». Dans ce cadre, rappelons qu'à cette époque au Japon, toutes les publications passaient par une tentaculaire organisation de censure militaire qui comptait neuf mille employés, et imposait, sur la question des suites des bombardements, de s'en tenir à la ligne rendue publique par Leslie Groves à la conférence de presse d'Oak Ridge le 29 septembre 1945 : « *Il n'y existe pas de radioactivité persistante comme les japonais l'ont mentionné.* »

Or, suite à l'essai Trinity, voici ce qu'écrivait Groves dans son rapport au secrétaire à la Guerre Stimson le 18 juillet :

3° [...] « *Des concentrations énormes de matières hautement radioactives résultant de la fission étaient contenues dans ce nuage* ».

6° [...] Le nuage] « *a déposé sa poussière de matières radioactives sur une large zone. [...] Les mesures se poursuivent afin de disposer des données nécessaires pour défendre les intérêts de l'État en cas de sinistres futurs. Pendant quelques heures, je n'étais pas trop à l'aise avec cette situation* ».

10° [...] « *Avec l'aide du Bureau de la censure, nous avons pu limiter les reportages des journaux à la déclaration préparée, éventuellement complétée de brèves anecdotes des nombreux témoins oculaires ignorants de notre projet* ».

Etant donné le contexte et les enjeux, lesquels touchaient à rien moins que les suites des bombardements pour toute une population, ainsi qu'à l'avenir de l'industrie nucléaire des Etats-Unis dont il était déjà question à ce moment-là, il est légitime de poser les interrogations suivantes : certaines des études entreprises n'ont-elles pas connu deux versions, l'une destinée au public et l'autre à l'usage « interne » ? Ou bien : les chercheurs ne furent-ils pas priés de réserver les « résultats sensibles » de leurs travaux aux responsables de haut niveau ? Les réponses à ces questions ont peu de chances d'être un jour connues, c'est pourquoi il nous a fallu continuer notre analyse et entrer dans quelques détails de ces études.

Tout d'abord, précisons que les écrits qui ont donné le « LA » des publications, y compris japonaises, ont tous été pilotés par J. V. Neel et W. J. Schull, tous deux membres de l'ABCC à ses débuts : Neel, encore sous l'uniforme, en fut le premier directeur intérimaire et Schull en fut le responsable du département de génétique de 1949 jusqu'en 1951 ; ensuite, ce dernier fut un dirigeant, à plusieurs reprises, entre 1978 et 1997, de la RERF (Radiation Effects Research Foundation) institution qui prit le relais de l'ABCC en 1975.

Venons-en à l'histoire de cette institution et au cadre de l'intervention états-unienne à Hiroshima. Le premier laboratoire a été créé sur un train que l'armée occupante avait aménagé. En mars 1947, une partie de l'hôpital de la Croix-Rouge d'Hiroshima fut louée pour y établir l'ABCC. Puis, de Janvier 1948 à la fin de 1950, l'ABCC, officiellement rejointe par l'institut national de la santé japonais qui va « collaborer à ces travaux », a été logée dans un bâtiment réquisitionné (le Gai-sen-kan) à Ujina, banlieue d'Hiroshima. En mars 1948 une étude génétique majeure est lancée. Enfin, en novembre 1950, un laboratoire permanent, construit sur le haut de Hijiyama, une colline surplombant la ville, est ouvert. À cette date, les employés de l'ABCC au Japon étaient au nombre de 1061, dont 143 venaient des Etats-Unis. En janvier 1951, une étude sur les enfants exposés in utero a débuté.

L'ABCC s'est établie à Hiroshima dix-sept mois après les bombardements, pour étudier les effets des radiations chez les survivants, sans jamais leur prodiguer aucun soin pendant les trente années de son existence. Beaucoup mieux équipée en matériels d'étude hématologique que le seul hôpital spécialisé d'Hiroshima, elle a utilisé les premiers ordinateurs IBM qui lui permettaient d'exploiter les données de milliers de dossiers, et possédait un parc automobile qui lui permettait d'aller chercher les victimes inscrites sur les registres, partout en ville. « *Dédiée à la recherche et à l'observation, elle a été très critiquée au Japon dans la mesure où elle n'a apporté aucune aide médicale aux malades. [...] Je me souviens de la patience avec laquelle les Hibakushas attendent tranquillement leur tour dans le hall de l'ABCC, à Hijiyama. Au moins, une chose est sûre : leur stoïcisme doit alléger considérablement le sentiment de culpabilité des médecins américains à leur égard. [...] Quand on compare le rôle joué dans ce domaine par l'ABCC, commission soutenue par l'armée américaine d'occupation, ainsi que par les conservateurs au pouvoir, avec celui des contestataires du régime établi, on constate que ce sont avant tout ces derniers qui ont contribué, par leur détermination, au développement des soins à apporter aux troubles dus à l'irradiation. D'ailleurs, l'hôpital de la bombe A n'a pas été édifié par le gouvernement, et il ne perçoit pour sa gestion*

aucune aide de l'Etat. Il a été construit grâce aux bénéfices des cartes de nouvel an distribuées par l'hôpital de la croix rouge d'Hiroshima »⁵. Tel fut le cadre social et politique de l'intervention des Etats-Unis à Hiroshima et Nagasaki après les bombardements.

Parenthèse historique sur le devenir de l'ABCC

En 1951, la Commission de l'énergie atomique (AEC) avait l'intention d'arrêter le financement de l'Atomic Bomb Casualty Commission (commission des dommages atomiques). Cependant, à la suite de l'appel de James V. Neel, l'PAEC décidait de continuer le financement à hauteur de 20.000 dollars par an, afin de poursuivre les recherches sur les survivants. En 1956, Neel et William J. Schull publiaient la version définitive de « L'effet de l'exposition aux bombes atomiques sur l'interruption de grossesse à Hiroshima et Nagasaki ».

En dépit de leurs efforts, la confiance en l'ABCC était à la baisse, de sorte qu'une nouvelle entité administrative paritairement financée par les Etats-Unis et le Japon fut fondée le 1^{er} Avril 1975 : la Radiation Effects Research Foundation (RERF), qui est financée depuis les années 1990 par la Nippon Foundation dont Yôhei Sasakawa est le président depuis 2005. Nadine et Thierry Ribault, dans *Les sanctuaires de l'abîme*, nous éclairent sur les activités de cette dernière :

« Cette fondation est l'un des principaux donateurs privés des agences de l'ONU, et en particulier de l'OMS. [...] Elle a été créée par le père de l'actuel président, Ryôichi Sasakawa, ancien criminel de guerre de rang A libéré en 1948. Cofondateur avec le « révérend » Moon et Tchong Kai chek de la Ligue anticomuniste mondiale, Sasakawa père se définissait comme « le fasciste le plus riche du monde ». Notoirement lié à la mafia japonaise, il devait une partie de sa fortune au monopole sur les courses de hors-bord [...] qu'on lui avait concédé à sa sortie de prison en vertu d'un arrangement avec le gouvernement.

En 2010, la branche française de la Nippon Foundation, la Fondation franco-japonaise Sasakawa, dont le vice président du conseil d'administration est Jean Bernard Ouvrien, ancien ambassadeur au Japon et ancien gouverneur pour la France à l'AIEA, a poursuivi pour diffamation [en vain] une universitaire française, Karoline Postel Vinay, qui avait attiré l'attention sur la collusion des autorités françaises avec cette douteuse fondation, rappelant en particulier dans un mémorandum le passé fasciste et mafieux de Ryôichi Sasakawa. [...]

Note de bas de page 129 : Karoline Postel Vinay et Philippe Pelletier, "Sasakawa Ryôichi (1899-1995) : l'empire Sasakawa et la Fondation Sasakawa". Initialement diffusé sur Internet, ce mémorandum est aujourd'hui introuvable. [...] Parallèlement à ses autres activités, la Nippon Foundation promeut depuis longtemps le négationnisme nucléaire. Elle finance régulièrement les travaux scientifiques qui, comme ceux de Yamashita, s'attachent à relativiser l'impact de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé des enfants, notamment en ce qui concerne le cancer de la thyroïde. [...]

Note de bas de page 133 : Parmi les nombreux chantiers « humanitaires » soutenus par la Nippon Foundation, on relèvera par exemple, [...] le financement qu'elle a apporté, [...] à la stérilisation forcée de 25 000 hommes et 400 000 femmes entre 1995 et 2000 par les autorités péruviennes dans le cadre d'un programme gouvernemental de contrôle de la population visant conjointement à répondre aux critères démographiques du FMI et à « pacifier » des foyers de contestation indienne ».

Les biais des études épidémiologiques

C'est en 1952 que débutent les premières analyses des données recueillies lors des enquêtes lancées en 1948. Un premier rapport est élaboré en 1953, puis revu et finalisé en 1956. A partir des modélisations statistiques élaborées au cours de l'analyse des enquêtes épidémiologiques, les conclusions auxquelles cette étude aboutit en 1953 ne sont pas surprenantes : il n'y aurait que peu de suites génétiques dues aux bombardements. Une seule suite serait avérée : un poids plus important à la naissance pour les enfants issus de parents très exposés, ce qui rejoint la suggestion de manipulation des données faite par Duncan Mac Donald à James V. Neel, le 31 juillet 1953. Même la mortalité plus importante à Nagasaki durant la première année, serait reliée à « des facteurs sociaux ». Par ailleurs, l'examen du « sex-ratio » du groupe des enfants issus de pères fortement irradiés et de mères non exposées n'apparaît pas exploitable.

Alain Dubois cite une dizaine d'études postérieures à 1956 qui arrivent toutes à la même conclusion : contrairement à ce qui fut observé après Tchernobyl, il n'y aurait pas eu d'effets mutagènes décelables chez les enfants qui furent irradiés à Hiroshima, mais il remarque fort justement le nombre peu élevé de cas étudiés [moins d'une centaine, et dont l'examen n'est pas sérieusement exploitable] et fait en outre valoir que ces études ne se sont pas intéressées à la seconde génération de descendants d'Hibakushas.

Cette enquête sur le sex-ratio a donné lieu à une communication de Schull et Neel dans la revue *Science* du 15 août 1958, abondamment reprise depuis, notamment dans la publication n°8 de l'ICPR concernant les risques liés à l'irradiation. Enfin, il faut savoir que des chercheurs japonais auront en vain demandé l'autorisation de faire des études génétiques indépendantes sur les drosophiles et les lapins, idée à laquelle Tsuzuki Masao ne fut peut-être pas étranger.

Ainsi, c'est en inventant de toutes pièces une soi-disant « mesure des irradiations », en manipulant les cohortes statistiques, en « oubliant » de facto les contaminations aux faibles doses sur le long terme, en écourtant les enquêtes épidémiologiques – notamment chez les enfants et leurs descendants – et en négligeant l'étude du sex-ratio, qu'ont été bâties les conclusions de ces études officielles. Faut-il préciser qu'en général et depuis lors, les effets mutagènes héréditaires sont soigneusement ignorés ou minorés par le village nucléaire international ? Malgré ces manœuvres et cette omerta, une étude de Martin J. Gardner publiée dans le *British Medical Journal* sur l'excès de leucémies chez les enfants dans la région voisine de l'usine nucléaire anglaise de Windscale-Sellafield a mis en évidence une corrélation entre l'occurrence de cette maladie et l'irradiation professionnelle des pères ayant travaillé dans l'usine dans les six mois qui précédèrent la conception : il pourrait s'agir d'une action mutagène des rayonnements sur le sperme. *En conséquence, toutes les préconisations internationales concernant la radioprotection établies depuis cette date sont discréditées par ces diverses malversations et manipulations statistiques.*

⁵ Kenzaburô Oé, *Notes sur Hiroshima*, p. 59-60, 173 et 148.

Les conséquences de ces manipulations méthodologiques

Ces suites ne s'arrêtent pas là. En effet, si les normes actuelles d'exposition aux rayonnements sont principalement basées sur des études épidémiologiques qui ont passé sous silence les irradiations des premières heures et des premiers jours (c'est-à-dire les plus violentes) à Hiroshima et Nagasaki, ainsi que les contaminations qui ont suivi ; si ces normes sont basées sur des « reconstructions modélisées » qui prétendent que les effets pathogènes, cancérogènes, tératogènes, mutagènes, observés après 1945 au Japon ne peuvent pas être imputés – « de manière certaine » – aux suites des bombardements ; si enfin ces normes sont basées sur des études qui omettent opportunément d'étudier les populations confrontées aux « retombées » les plus importantes, comme à Nishiyama au Japon, alors nous devons conjecturer le pire : *ce qui dicte un niveau « sûr » de l'exposition aux radiations dans les traitements hospitaliers et l'imagerie médicale doit être remis en question*. De même, la définition des « niveaux admissibles » de l'exposition pendant les situations d'urgence radiologiques (accidents et désastres nucléaires) est également trompeuse. Pareillement, les normes qui sont utilisées par la Food and Drug Administration dans ce qu'on appelle les « niveaux d'intervention dérivés » (bel euphémisme pour désigner l'irradiation des aliments !) sont basées sur des données délibérément contrefaites. La liste des conséquences de ces affabulations bâties en 1945 et dans les années qui ont suivi, est longue. L'exemple local le plus scandaleux fut celui de Tchernobyl, lorsque les organisations internationales évaluèrent à trente-cinq le nombre de victimes de l'accident pour finalement le situer autour de quatre mille, l'un comme l'autre chiffre étant scandaleusement minorés.

C'est ainsi que des seuils d'exposition inadaptés à la protection des populations (professionnels compris) font maintenant largement consensus alors qu'ils devraient être divisés par dix selon l'ECRR qui conseille en conséquence de ne pas dépasser la dose de 0,1 mS par an pour les populations, contrairement aux préconisations officielles de l'OMS et de l'AEIA. Cela est loin d'être anodin : par exemple, les effets des doses de rayons X délivrées aux patients dans le monde entier à travers l'imagerie médicale (notamment les scanners abdomino-pelviens⁶) sont ainsi largement sous-estimés. Déjà en 1955, « une enquête épidémiologique fut ouverte en Angleterre (Etude dite d'Oxford) pour découvrir pourquoi l'augmentation de la leucémie avait un effet aussi disproportionné sur les enfants de 3 ans. La cause de cet effet fut identifiée : l'irradiation in utero des fœtus lors des radiodiagnostic pratiqués sur les femmes enceintes⁷. Ce résultat inattendu bouleversait les conceptions admises alors au sujet des effets biologiques du rayonnement. Au lieu de s'interroger pour élargir le champ de l'étude, les officiels de la santé rejetèrent les résultats, l'étude était officiellement déclarée fautive a priori. Il fallut attendre des dizaines d'années pour admettre que les fœtus sont des êtres particulièrement sensibles au rayonnement et qu'il faut éviter d'irradier l'abdomen des femmes enceintes. Pendant toute cette période, on a continué à irradier des fœtus ». C'est ce que rappelait Roger Belléoch dans un article paru en 1990. Ainsi, l'augmentation de 47% en cinq ans des doses délivrées aux patients via une surconsommation de l'imagerie médicale n'a pas entraîné pour autant l'édiction de normes, de recommandations ou l'obligation de mettre en place des suivis personnalisés de la part de l'ASN ou du conseil de l'ordre des médecins : le commerce et l'industrie priment sur la santé publique. *En minimisant les conséquences du nucléaire, les données issues d'études manipulées sur la santé des survivants de la bombe atomique au Japon ont conduit à des surexpositions dans tous les domaines, notamment dans celui des soins hospitaliers et dans celui de l'alimentation, corrompant ainsi de manière incessante la santé publique de l'ensemble de la planète*. Ce que l'inféodation de l'Organisation Mondiale de la Santé à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique est venue entériner en 1959. Cette sous-estimation a entraîné des dommages génétiques importants, des maladies liées aux radiations, ou la mort prématurée de fœtus, de nourrissons et d'adultes à l'échelle mondiale.

Tout ceci, bien sûr, bouleverse les conceptions officielles de la radioprotection. Mais reconnaître ces faits pourrait conduire à la réduction des doses maximales admissibles par exemple pour les travailleurs exposés aux rayonnements et en conséquence obérer le développement de l'industrie nucléaire. Ainsi, la question nucléaire n'est pas seulement celle des milliers d'explosions effectuées depuis 1945, des armements qui menacent, des centrales qui répandent en permanence leurs effluents, des déchets radioactifs sur des milliers de siècles ou des catastrophes périodiques ; on se doutait qu'elle concernait les populations du monde entier ; *on sait aujourd'hui que les autres usages du nucléaire posent aussi un grave problème de santé publique en voie de généralisation*.

Mais, comme si cela ne suffisait pas, il faut répéter, après Kenzaburô Ôé, que tout cela s'est accompagné de multiples scandales moraux, politiques, philosophiques, dont le plus sinistre fut l'existence même de l'Atomic Bomb Casualty Commission confortablement installée sur les hauteurs d'Hiroshima, qui a considéré les Hibakusha comme des rats de laboratoire durant trente ans. Avec les « Human Products », nous l'avons vu, cela ne s'est pas arrêté au Japon, ni à cette époque. Compte-tenu de tous les autres usages militaires et civils du nucléaire depuis soixante-dix ans, de leurs retombées passées et de leurs suites attendues (des centaines de tonnes de déchets radioactifs furent jetés à l'eau sans autre précaution dans les années 1960 et 1970), compte-tenu des bioaccumulations et des remontées des éléments radioactifs à la surface des sols, des processus de remise en suspension dans l'atmosphère et des préconisations de radioprotection notoirement insuffisantes, l'existence de *l'industrie nucléaire dans ses diverses composantes est en soi une catastrophe universelle pour la biosphère : elle porte le nom de crime contre l'humanité et de biocide permanents*.

Jean-Marc Royer, février 2016.

⁶ Un scanner abdomino-pelvien représente l'équivalent de l'exposition annuelle d'un travailleur du nucléaire.

⁷ Stewart, A.M. and G.W. Kneale (1970), «The age distribution of cancers caused by obstetric X-rays and their relevance to cancer latent periods», *Lancet*, i : 1185 et Kneale, G.W. and A.M. Stewart (1976), «Mantel-Haenszel Analysis of Oxford data ». *J. Nat. Cancer Inst.*, vol. 56, n° 5, p. 879-883, vol. 47, p. 1009.1014.